

05-03-1986
- 1 -Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

BV.

L. 16.525/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 janvier 1985, d'une demande d'avis sur un projet de loi "réajustant certaines nominations et portant d'autres mesures administratives particulières à l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire (OCASC)", a donné le 12 février 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 15e januari 1985 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende herschikking van sommige benoemingen en andere bijzondere administratieve maatregelen bij de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap (CDSCA)", heeft de 12e februari 1986 het volgend advies gegeven :

LES OBJETS DU PROJET.

A. En vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 fixant le statut du personnel de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, le Ministre de la Défense nationale pouvait, pendant une période de six mois (1), pour les premières nominations aux emplois de l'Office, déroger à l'ensemble des dispositions relatives au recrutement et à la promotion, à l'exception de l'article 15, alinéa 2, et de l'article 16, 1° à 4°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat; toutefois le Ministre devait tenir compte de conditions particulières mentionnées dans l'annexe de l'arrêté. Néanmoins comme l'indique l'exposé des motifs, certaines des premières nominations ont été faites sans que les conditions requises aient été respectées. Ces nominations ont été contestées, notamment par la Cour des comptes. Pour les raisons invoquées dans l'exposé des motifs, le projet de loi tend à valider les nominations dont il s'agit.

.../...

(1) A partir de la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal fixant le cadre linguistique du personnel, entrée en vigueur qui a eu lieu le 7 décembre 1978, jour de la publication de l'arrêté au Moniteur belge.

Il y a lieu de relever qu'il ne le fait que sous certaines conditions et dans certaines limites. Ainsi le projet ne valide pas des nominations faites en méconnaissance de la condition de possession du diplôme : aux termes de l'article 1er, a, "la nomination des membres du personnel à un grade pour lequel ils ne sont pas porteurs du diplôme requis est transformée en une nomination au niveau correspondant au diplôme dont ils sont porteurs et au grade correspondant à l'expérience utile ...".

Le projet a pour principal objet de valider les nominations indiquées ci-dessus (articles 1er et 2), et d'établir des dispositions complémentaires (articles 4 et 5).

B. S'écartant du système généralement adopté par les statuts pécuniaires des agents des services publics (1), l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 cité plus haut autorise, pour la fixation du traitement des bénéficiaires des premières nominations à l'Office, la prise en considération de certains services accomplis dans le secteur privé. En effet, cette disposition porte notamment, au sujet des agents nommés à l'Office en application de l'article 6, qui, avant cette nomination, n'étaient ni des agents d'un des organismes d'intérêt public désignés, ni des agents mis à la disposition de l'Office, que "peuvent ... être comptées comme services admissibles ... pour la fixation du traitement ... les autres périodes d'activité

.../...

(1) Voir, par exemple, l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, article 14.

professionnelle pendant lesquelles l'agent intéressé a, de l'avis du Ministre de la Défense nationale et avec l'accord du Ministre de la Fonction publique, acquis une expérience utile à l'exercice de ses fonctions".

En 1980 et en 1981, sur proposition du Ministre de la Défense nationale, le Ministre de la Fonction publique a donné son accord à la prise en considération de services accomplis dans le secteur privé par un premier groupe de membres du personnel et puis par un second.

La Cour des Comptes a interprété l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 en ce sens qu'il autorisait la prise en considération des services accomplis dans le secteur privé, exclusivement dans la mesure où ils correspondaient à une période d'expérience utile exigée comme une condition de nomination.

En 1982, à la suite d'une observation de la Cour des comptes, le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique a retiré, en partie, les accords donnés par ses prédécesseurs.

L'article 3 du projet (article 4 du texte proposé) tend à assurer aux agents intéressés, le bénéfice des mesures prises à l'origine pour la fixation de leur traitement et à confirmer, pour autant que de besoin, les accords donnés par le Ministre de la Fonction publique pour l'application de l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 3 octobre 1978.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Plusieurs dispositions paraissent superflues et semblent pouvoir être omises. Par ailleurs, il serait plus logique de grouper certaines dispositions d'une manière différente de celle du projet. Enfin, en plusieurs endroits, il serait préférable de rédiger celui-ci de manière plus précise et en utilisant une terminologie plus conforme à l'usage.

Article 1er.c.

Selon les explications complémentaires fournies par le délégué du Ministre, la disposition a pour objet de confirmer, pour autant que de besoin, une nomination à un grade de promotion du niveau 1 conférée à un membre du personnel qui, avant sa nomination à l'Office, était déjà au moins durant la période d'expérience utile requise, titulaire d'un grade du niveau 1 en qualité d'agent de l'Etat. Un tel agent ne pourrait en aucun cas, pour sa nomination à l'Office, être rétrogradé à un grade du niveau 2. Pour prévenir un danger de méprise sur la portée de la disposition, il convient d'amender ou de supprimer dans l'exposé des motifs la dernière phrase du commentaire de l'article 1er, c.

d.

La disposition est rédigée comme suit :

"d. la nomination des membres du personnel à un grade de promotion d'une carrière plane et (1) qui satisfaisaient, par ailleurs, aux conditions de nomination prévues est entérinée".

On n'aperçoit pas l'utilité de cette disposition qui vise des membres du personnel satisfaisant aux conditions requises pour obtenir la promotion qui leur a été conférée. Celle-ci n'a pas besoin d'être validée.

f.

La disposition est rédigée comme suit :

"f. le grade auquel les intéressés ont été nommés ne peut être moins élevé que le grade dont ils étaient titulaires à titre définitif dans un ministère ou un organisme d'intérêt public au moment de leur nomination".

Cette disposition qui détermine l'étendue des effets que peut avoir l'application de l'article 1er, a à e, g et h, ressortit à un autre ordre d'idées et devrait plutôt, en étant jointe à l'article 2 du projet, former un article distinct (article 3 du texte proposé).

g.

Le g, qui énonce deux règles distinctes - l'une applicable à des agents nommés sur base de l'article 6 de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 et de l'arrêté ministériel du 9 février 1979, l'autre applicable à des agents initialement recrutés par contrat entre le 10 avril 1973 et le 1er janvier 1979 -, devrait pour ce motif faire l'objet d'un article séparé, divisé en deux alinéas (article 2 du texte proposé).

i.

La disposition est rédigée comme suit :

"i. la nomination des membres du personnel à un grade correspondant, tant en rang qu'en matière d'échelle barémique, à un grade pour lequel ils disposaient, lors de la première nomination, du diplôme et de l'expérience utile requis, est entérinée".

On n'aperçoit pas l'utilité de cette disposition.

En conséquence des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 1er (article 1er du projet, partim).

Les arrêtés ministériels pris entre le 7 décembre 1978 et le 6 juin 1979 en vue de pourvoir pour la première fois aux emplois de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, sont validés selon les modalités ci-après :

- 1° (article 1er, a, du projet). La nomination des membres du personnel à un grade pour lequel ils ne sont pas porteurs du diplôme requis est modifiée en une nomination au niveau correspondant au diplôme dont ils sont porteurs et au grade correspondant à l'expérience utile acquise, l'expérience acquise depuis la nomination à l'Office étant prise en considération;
- 2° (article 1er, b, du projet). La nomination au grade qui leur a été initialement attribué est validée en ce qui concerne les membres du personnel qui ont réussi depuis le 1er janvier 1979 un examen de promotion organisé par le Secrétaire permanent au recrutement;
- 3° (article 1er, c, du projet). La nomination à un grade de promotion au niveau 1 des membres du personnel qui ne sont pas porteurs d'un diplôme requis pour être recruté à ce niveau, mais qui, avant leur nomination à l'Office, étaient déjà titulaires, en qualité d'agent de l'Etat, d'un grade du niveau 1 durant une période au moins égale à celle de l'expérience requise, est validée;

- 4° (article 1er, e, du projet). La nomination au grade de conducteur des membres du personnel dont le diplôme a été assimilé à celui d'ingénieur industriel, est validée;
- 5° (article 1er, h). La nomination des membres du personnel à un grade pour lequel ils ont produit depuis le 1er janvier 1979 le diplôme requis, est validée.

"Article 2 (article 1er, g, du projet).

Les nominations faites entre le 7 décembre 1978 et le 6 juin 1979 qui sont visées par l'article 8, § 1er ou § 2, de l'arrêté royal du 3 octobre 1978 fixant le statut du personnel de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, sont validées dans la mesure où elles sont conformes à l'arrêté ministériel du 9 février 1979 déterminant, pour l'application de l'article 8, § 3, dudit arrêté royal, l'équivalence de grade et de niveau.

L'alinéa 1er est applicable aux nominations dont ont bénéficié des membres du personnel qui avaient été recrutés par contrat entre le 10 avril 1973 et le 1er janvier 1979.

Article 3 (article 1er, f, et article 2 du projet).

L'application des articles 1er et 2 ne peut avoir pour effet que le grade auquel la nomination est validée soit moins élevé que le grade dont les membres du personnel intéressés étaient titulaires dans un ministère ou dans un organisme d'intérêt public avant leur nomination à l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire.

L'application des mêmes articles ne peut non plus avoir pour effet que, sauf dans le cas prévu par l'article 1er, 2°, soit validée une nomination faite à un grade plus élevé que celui qui a été attribué au membre du personnel lors de sa nomination audit office.

Article 4 (article 3 du projet).

La prise en considération de services accomplis dans le secteur privé pour la fixation du traitement de certains agents de l'Office, au sujet de laquelle le Ministre de la Fonction publique a donné son accord en vue de l'application de l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 3 octobre 1978, est confirmée.

La prise en considération desdits services est maintenue en cas de transfert de l'agent à un ministère, à un organisme d'intérêt public autre que l'Office, ou à un autre service public.

Article 5 (article 4 du projet).

L'ancienneté que les agents intéressés ont acquise ...
(la suite comme au projet).

Article 6 (article 5 du projet).

(Comme au projet) ...".

DE STREKKINGEN VAN HET ONTWERP.

A. Krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Centrale Dienst voor sociale en culturele acties ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, kon de Minister van Landsverdediging, gedurende een periode van zes maanden (1), wat de eerste benoemingen tot betrekkingen bij de Dienst betrof, afwijken van de bepalingen met betrekking tot de werving en de bevordering, behalve van de bepalingen van artikel 15, tweede lid, en van artikel 16, 1° tot 4°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel; de Minister moest evenwel rekening houden met bijzondere vereisten die in de bijlage van het besluit gesteld waren. Zoals de memorie van toelichting aangeeft, zijn sommige van die benoemingen niettemin verricht zonder dat aan de benoembaarheidsvereisten was voldaan. Die benoemingen zijn onder meer door het Rekenhof betwist. Om de in de memorie van toelichting vermelde redenen, wil het ontwerp van wet de bewuste benoemingen valideren. Er moet op gewezen worden dat het dit slechts onder bepaalde voorwaarden en binnen bepaalde grenzen doet. Zo inhoudt het ontwerp zich ervan de benoemingen geldig te verklaren die verricht zijn met miskenning van het diplomaver-eiste : artikel 1, a, luidt immers als volgt : "de benoeming van de personeelsleden in een graad waarvoor zij het bij de benoemingsvoorwaarden vereiste diploma niet bezitten, wordt omgezet in een benoeming in het niveau dat overeenstemt met het diploma waarvan zij titularis zijn en in de graad die overeenstemt met de verworven nuttige ervaring ...".

.../...

(1) Vanaf de datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot vaststelling van het taalkader van het personeel, welke inwerkingtreding heeft plaatsgevonden op 7 december 1978, dat is de dag waarop het besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Hoofddoel van het ontwerp is de hierboven vermelde benoemingen te valideren (artikelen 1 en 2) en aanvullende bepalingen vast te stellen (artikelen 4 en 5).

B. In afwijking van het stelsel dat gewoonlijk wordt aangenomen in de bezoldigingsregelingen van het personeel van de openbare diensten (1), staat artikel 9, § 2, van het hoger vermeld koninklijk besluit van 3 oktober 1978, voor de vaststelling van de wedde van de begunstigten van de eerste benoemingen bij de Dienst, toe dat rekening wordt gehouden met sommige diensten verricht in de privé-sector. Met betrekking tot de ambtenaren die bij de Dienst benoemd zijn met toepassing van artikel 6 en die, vóór die benoeming, geen ambtenaar van een van de bedoelde instellingen van openbaar nut en ook geen ter beschikking van de Dienst gesteld ambtenaar waren, stelt die bepaling immers onder meer dat "de andere periodes van beroepsbedrijvigheid gedurende welke de betrokken ambtenaar volgens het oordeel van de Minister van Landsverdediging en met de instemming van de Minister van Openbaar Ambt, geacht wordt een, voor de uitoefening van zijn ambt, nuttige ervaring te hebben opgedaan, ... in aanmerking komen voor de vaststelling van de wedde, ...".

Op voorstel van de Minister van Landsverdediging, heeft de Minister van Openbaar Ambt er in 1980 en in 1981 mee ingestemd dat de in de privé-sector gepresteerde diensten voor een eerste groep personeelsleden en vervolgens voor een tweede groep mede in aanmerking werden genomen.

Het Rekenhof heeft artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 aldus uitgelegd dat het diensten, verricht in de privé-sector, in aanmerking liet komen, uitsluitend in zover zij overeenstemden met een als benoembaarheidsvereiste gestelde periode van nuttige ervaring.

.../...

(1) Zie, bijvoorbeeld, het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, artikel 14.

In 1982 heeft de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, na een opmerking van het Rekenhof, de door zijn voorgangers gegeven instemmingen gedeeltelijk ingetrokken.

Artikel 3 van het ontwerp (artikel 4 van de voorgestelde tekst) strekt ertoe de betrokken ambtenaren hun oorspronkelijke bezoldigingsregeling te laten behouden en, voor zoveel nodig, de instemmingen die de Minister van Openbaar Ambt gegeven had voor de toepassing van artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 3 oktober 1978, te bevestigen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Verscheidene bepalingen van het ontwerp lijken overbodig en kunnen blijkbaar vervallen. Anderzijds zou het logischer zijn sommige bepalingen anders te ordenen dan in het ontwerp is gedaan. Tenslotte zou het verkieslijk zijn het ontwerp op verscheidene plaatsen nauwkeuriger te redigeren en daarbij een terminologie te hanteren die meer gebruikelijk is.

Artikel 1.

c.

Blijkens de nadere uitleg van de gemachtigde van de Minister, strekt de bepaling ertoe, voor zoveel nodig, de benoeming in een bevorderingsgraad van niveau 1, te bevestigen die verleend is aan een personeelslid dat vóór zijn benoeming bij de Dienst, reeds ten minste gedurende de periode van de vereiste nuttige ervaring, in de hoedanigheid van rijksambtenaar, titularis was van een graad van niveau 1. Zo'n ambtenaar zou, wat zijn benoeming bij de Dienst betreft, in geen geval teruggesteld kunnen

.../...

worden in een graad van niveau 2. Om misvatting omtrent de strekking van de bepaling te voorkomen, behoort in de memorie van toelichting de laatste volzin van de commentaar bij artikel 1, c, gewijzigd of geschrapt te worden.

d.

De bepaling is als volgt geredigeerd :

"d. de benoeming van de personeelsleden in een bevorderingsgraad van een vlakke loopbaan, die (1) overigens aan de bij de benoemingsvoorwaarden gestelde eisen voldeden, wordt gevalideerd".

Het nut van die bepaling, die doelt op personeelsleden welke voldoen aan de vereiste voorwaarden om de bevordering te verkrijgen die hun is toegekend, is niet duidelijk. Die bevordering behoeft geen geldigverklaring.

f.

De bepaling is als volgt geredigeerd :

"f. de graad waarin de betrokkenen werden benoemd mag niet lager liggen dan de graad waarvan zij reeds in vast verband titularis waren bij een ministerie of een instelling van openbaar nut op het ogenblik van hun benoeming".

Die bepaling, die de omvang aangeeft van de gevolgen welke de toepassing van artikel 1, a tot e, g en h, kan meebrengen, ligt in een andere gedachtengang en zou eerder een afzonderlijk artikel moeten vormen, dat aansluit bij artikel 2 van het ontwerp (artikel 3 van de voorgestelde tekst).

.../...

(1) In de Franse tekst moet het per abuis opgenomen voegwoord "et" in ieder geval weg.

g.

De bepaling onder g formuleert twee afzonderlijke regels, waarvan de ene toepasselijk is op personeelsleden, benoemd op grond van artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 en van het ministerieel besluit van 9 februari 1979, en de andere toepasselijk is op personeelsleden die aanvankelijk bij overeenkomst in dienst genomen zijn tussen 10 april 1973 en 1 januari 1979; om die reden zou zij een apart artikel moeten vormen, onderverdeeld in twee leden (artikel 2 van de voorgestelde tekst).

i.

De bepaling is als volgt geredigeerd :

"i. de benoeming van de personeelsleden in een graad die overeenstemt in rang en weddeschaal met een graad waarvoor zij het vereiste diploma en de nuttige ervaring bezaten bij de eerste benoeming, wordt gevalideerd".

Het nut van die bepaling is niet duidelijk.

+

.../...

Ingevolge de bovenstaande opmerkingen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp, gedeeltelijk).-

De ministeriële besluiten die tussen 7 december 1978 en 6 juni 1979 uitgevaardigd zijn om voor de eerste maal te voorzien in de betrekkingen bij de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, worden gevalideerd overeenkomstig de hiernavolgende nadere regels :

- 1° (artikel 1, a, van het ontwerp). De benoeming van de personeelsleden in een graad waarvoor zij niet het vereiste diploma bezitten, wordt veranderd in een benoeming in het niveau dat overeenkomt met het diploma waarvan zij houder zijn, en in de graad die overeenkomt met de opgedane nuttige ervaring, waarbij de sedert de benoeming bij de Dienst opgedane ervaring mede in aanmerking wordt genomen;
- 2° (artikel 1, b, van het ontwerp). De benoeming in de graad die hun aanvankelijk is toegekend, wordt gevalideerd voor de personeelsleden die sedert 1 januari 1979 geslaagd zijn voor een door de Vaste Wervingssecretaris georganiseerd bevorderingsexamen;
- 3° (artikel 1, c, van het ontwerp). De benoeming in een bevorderingsgraad in niveau 1 van de personeelsleden die geen houder zijn van een diploma dat vereist is om in dat

.../...

niveau aangeworven te worden, maar die, vóór hun benoeming bij de Dienst, in de hoedanigheid van rijksambtenaar, reeds titularis waren van een graad van niveau 1 gedurende een periode die ten minste gelijk was aan die van de vereiste ervaring, wordt gevalideerd;

4° (artikel 1, e, van het ontwerp). De benoeming in de graad van conducteur van de personeelsleden wier diploma gelijkgesteld is met dat van industrieel ingenieur, wordt gevalideerd;

5° (artikel 1, h, van het ontwerp). De benoeming van de personeelsleden in een graad waarvoor zij sedert 1 januari 1979 het vereiste diploma hebben voorgelegd, wordt gevalideerd.

Artikel 2 (artikel 1, g, van het ontwerp).-

De tussen 7 december 1978 en 6 juni 1979 verrichte benoemingen, bedoeld in artikel 8, § 1 of § 2, van het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, worden gevalideerd in zover zij in overeenstemming zijn met het ministerieel besluit van 9 februari 1979 ter bepaling, voor de toepassing van artikel 8, § 3, van genoemd koninklijk besluit, van de gelijkwaardigheid inzake graad en niveau.

Het eerste lid is van toepassing op de benoemingen van de personeelsleden die bij overeenkomst aangeworven waren tussen 10 april 1973 en 1 januari 1979.

.../...

Artikel 3 (artikel 1, f, en artikel 2 van het ontwerp).

De toepassing van de artikelen 1 en 2 mag niet tot gevolg hebben dat de graad waarin de benoeming gevalideerd wordt minder hoog is dan de graad waarvan de betrokken personeelsleden titularis waren in een ministerie of in een instelling van openbaar nut vóór hun benoeming bij de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap.

De toepassing van dezelfde artikelen mag, behoudens in het bij artikel 1, 2°, bepaalde geval, evenmin tot gevolg hebben dat een benoeming wordt gevalideerd die gedaan is in een hogere graad dan die welke aan het personeelslid werd verleend bij zijn benoeming bij genoemde dienst.

Artikel 4 (artikel 3 van het ontwerp).

De inaanmerkingneming van in de privé-sector verrichte diensten voor de vaststelling van de wedde van sommige personeelsleden van de Dienst, waarvoor de Minister van Openbaar Ambt zijn instemming heeft gegeven met het oog op de toepassing van artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 3 oktober 1978, wordt bevestigd.

De inaanmerkingneming van bedoelde diensten wordt gehandhaafd in geval van overplaatsing van het personeelslid naar een ministerie, naar een andere instelling van openbaar nut dan de Dienst, of naar een andere openbare dienst.

.../...

Artikel 5 (artikel 4 van het ontwerp).

De anciënniteit die de betrokken personeelsleden in hun oude graad verkregen hebben, wordt geacht verkregen te zijn in hun nieuwe graad.

Artikel 6 (artikel 5 van het ontwerp).

(Zoals in het ontwerp) ...".

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT,
de Heren :

J.-J. STRYCKMANS,
P. FINCOEUR,

F. RIGAUX,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Ch. HUBERLANT.